



## Construire un autre monde du travail

« De toute évidence, la rupture avec la tendance au "produire plus, consommer plus" et la redéfinition autonome d'un modèle de vie visant à faire plus et mieux avec moins, suppose la rupture avec une civilisation où on ne produit rien de ce qu'on consomme et ne consomme rien de ce qu'on produit ; où producteurs et consommateurs sont séparés et où chacun s'oppose à lui-même en tant qu'il est toujours l'un et l'autre à la fois ; où tous les besoins et tous les désirs sont rebattus sur le besoin de gagner de l'argent et le désir de gagner plus ; où la possibilité de l'autoproduction pour l'autoconsommation semble hors de portée et ridiculement archaïque - à tort. »

André Gorz , 2007.

Ouvrir des Etats généraux de l'emploi et de l'écologie, c'est déjà entrer dans cette phase de rupture.

### APPEL

*L'emploi que l'on perd, l'emploi qui se dégrade, l'emploi devenu improbable en terme d'avenir pour les enfants : les gens sont inquiets, non seulement pour des raisons matérielles, mais aussi parce que la société a sacralisé la valeur du travail rémunéré et qu'être sans travail reconnu comme tel, c'est n'être rien.*

*Le discours usé de la croissance et les perfusions aux industries polluantes et mourantes servent de soins palliatifs à un discours politique obsolète.*

*Pour poser ensemble les jalons d'une autre façon de faire, plus respectueuse des ressources, de la justice sociale et de l'épanouissement humain, pour baliser le chemin qui mène à une autre organisation politique, économique et sociale, nous en appelons à l'intelligence, à l'expérience, aux observations de chacun d'entre vous.*

*Vous êtes syndicaliste, chômeur/se, travailleur/se, associatif, élu-e, chercheur/se, simple citoyen-ne...*

*- Vous avez vu ou construit des projets durables répondant à des critères d'éthique et d'efficacité ?*

*- Vous avez repéré des obstacles à lever pour créer des activités utiles et non polluantes ?*

*- Vous avez des idées précises sur ce qu'il faudrait faire pour diminuer significativement le chômage sans retomber dans le productivisme et les tâches pénibles et sous payées ?*

*Envoyez vos contributions à [etatsgenerauxemploiecologie@gmail.com](mailto:etatsgenerauxemploiecologie@gmail.com) aux Etats Généraux de l'Emploi et de l'Ecologie. Elles seront prises en compte. N'hésitez pas à laisser vos coordonnées pour participer de vive voix aux Etats généraux qui seront lancés dans votre région dans les mois qui viennent.*

Jamais la crise n'a atteint une telle gravité. En France, le total des personnes inscrites à Pôle Emploi atteint les 4,5 millions. 1.200.000 hommes et femmes survivent –ou *sousvivent*- avec le RMI. Et parmi les salarié-es, combien ont des contrats précaires ? Combien sont payé-es en dessous du SMIC

A un tel niveau, le chômage et la précarité concerne l'ensemble des citoyen-nes. Les femmes sont particulièrement concernées : elles gagnent en moyenne 25 % de moins que les hommes et l'écart s'aggrave à la retraite : la pension moyenne des femmes est 42 % plus faible ! La crise démultiplie les discriminations à l'embauche : discriminations liées à l'âge, au lieu de résidence, à la couleur de peau ou aux handicaps... Toutes celles et ceux qu'on ne considère

pas comme étant "dans la norme" sont plus que jamais laissés de côté.

Le stress, la souffrance au travail et les maladies liées à l'environnement professionnel sont en très forte augmentation dans l'ensemble des secteurs d'activité. Quand il y a des millions de chômeurs et de précaires, même si les conditions de travail se dégradent, quel-le salarié-e peut prendre le risque de démissionner pour trouver mieux ailleurs ? Qui peut vraiment se battre contre les risques (psychologiques, sociaux et environnementaux) qu'il ou elle encourt ?

La crise accentue les peurs et "disperse" les salarié-es, ce qui affaiblit la démocratie dans l'entreprise et renforce encore le pouvoir des actionnaires.

## La gravité de la crise écologique

Il n'y a hélas aucun doute sur la gravité du dérèglement climatique et de ses conséquences sur la vie quotidienne de centaines de millions d'hommes et de femmes. Pénuries d'eau, émeutes de la faim, migrations climatiques sont déjà dans l'actualité.

Par ailleurs, le déclin des ressources mondiales de pétrole est l'affaire d'une dizaine d'année. Si nous ne diminuons pas radicalement notre consommation d'énergie, les énergies fossiles deviendront inaccessibles au plus grand nombre.

Plus généralement, la finitude des ressources de notre planète est une réalité qui doit être prise en compte à tous les niveaux si l'on veut être responsable pour les générations futures, et pour l'ensemble de la planète dès aujourd'hui.

## La fin du dogme de la croissance

Face à cette réalité, les deux partis qui se succèdent au pouvoir depuis 30 ans misent essentiellement sur la croissance pour sortir de la crise. Non seulement c'est un non-sens écologique, mais l'INSEE montre que cela fait 30 ans que la croissance est inférieure aux 2,5 % qu'attendent religieusement le PS et l'UMP...

Il faut le dire clairement : la croissance n'est pas la solution. Avant même la crise des *subprimes*, alors que les Etats-Unis étaient officiellement en situation de plein-emploi, il y avait tellement de petits boulots à 10 ou 15 heures par semaine que la durée moyenne du travail -sans compter les chômeurs- était tombée à 33,7 heures.

En réalité, plus on attend le retour de la croissance, plus la précarité augmente, plus il y a de petits boulots... et plus augmente le risque de retomber en récession.

Nous ne le répéterons jamais assez, la croissance tous azimuts est une aberration écologique : si l'on veut lutter contre la dégradation de la planète, prendre acte de la finitude de ses ressources et réduire les émissions de gaz à effet de serre, il faut produire mieux, autrement, et cesser de gaspiller.

Il est temps de montrer que des solutions existent pour faire face à la crise sociale, économique et écologique. Il est temps d'agir.

Nous ne prétendons pas, à nous seul-es, avoir toutes les solutions. C'est par le débat, le dialogue serein et approfondi, que nous pouvons construire tous ensemble un nouveau modèle de développement.

## Une première réponse : Des Etats généraux

Au Danemark comme au Pays-Bas, au début des années 80, les partenaires sociaux et les politiques ont été capables de travailler ensemble pendant plusieurs mois jusqu'à construire un nouveau contrat social. Les Accords de Waasenar n'ont pas réglé tous

les problèmes mais ont permis de diviser par 2 le chômage et de diviser par 3 la précarité.

En France, ce genre de dialogue de longue durée et de grande qualité, n'a encore jamais eu lieu. Mais vu la gravité de la situation, nous pensons que toutes nos organisations doivent accepter de sortir des sentiers battus. Ensemble, nous devons tout faire pour être à la hauteur des enjeux.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui le veulent à travailler ensemble : syndicats, patronats, mouvements de chômeurs, associations, universitaires, citoyen-nes actif/ves, expert-es de terrain, expert-es du quotidien... Nous devons tout mettre sur la table : nos points d'accord, de désaccords, nos doutes et nos propositions. Sur quels leviers agir ? Quels sont les blocages à faire céder ?

***Nous vous invitons à engager ce travail collectif sans a priori, avec comme seul objectif de construire un nouveau modèle de développement qui permettra de :***

- ***diviser par 2 le chômage en cinq ans,***
- ***diviser par 2 la production de gaz à effet de serre en dix ans.***

## CALENDRIER

**1<sup>er</sup> mai** : tract-appel pour les Etats Généraux de l'Emploi et de l'Ecologie (EGEE).

**Le samedi 8 mai**, Europe Ecologie a organisé, dans chaque région une convention de l'écologie politique. Dans nombre d'entre elles, ce fut premier moment de débat dédié aux Etats Généraux. Deux correspondant-es EGEE régions ont été désigné-es.

**Le 22 mai** : Première réunion nationale du comité de pilotage dont les correspondant-es régionaux/ales.

**Juin** : Au niveau régional, des groupes de travail sont mis en place localement avec les partenaires sociaux.

Dans le même temps, Marie Blandin et Jean-François Caron (de la FEVE) écrivent une Lettre aux élu-es d'Europe Ecologie pour les inviter à s'engager des les Etats Généraux et à faire remonter leurs réalisations et leurs propositions.

**Première quinzaine de juillet**, deux jours de travail intensif national avec les correspondant-es régionaux/ales et toutes les organisations partie-prenantes pour établir les axes majeurs de travail. Répartition des conventions thématiques par région.

**Fin août : journées d'été** – Débat rendant compte du travail effectué depuis juin. Organisation d'ateliers spécifiques.

**Septembre/octobre**, lancement national : réunion publique avec les responsables nationaux des syndicats et associations partie-prenantes.. Des premières analyses peuvent dores et déjà remonter des régions.

**Octobre/novembre**, conventions régionales thématiques.

**Mi décembre**, week end de « remontées » inter-régional  
**Janvier**, les Etats-Généraux se concluent. Les propositions sont rendues publiques.

**Pour tout contact, envoi des contributions, propositions:**

une adresse [etatsgenerauxemploiecologie@gmail.com](mailto:etatsgenerauxemploiecologie@gmail.com)

Un site <http://www.etatsgenerauxemploiecologie.net/>